



1, rue Faidherbe  
80800 Corbie

24	A	20
----	---	----

REPUBLIQUE FRANCAISE

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

### ARRÊTÉ MUNICIPAL AUTORISANT L'OUVERTURE D'UN ÉTABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC

Le Maire de Corbie,  
Vu le code général des collectivités territoriales,  
Vu le code de la construction et de l'habitation et notamment les articles L111-8-3, R123-46 et R123-14,  
Vu le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié,  
Vu l'arrêté modifié du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié,  
Vu l'arrêté préfectoral n°02/103 et 02/107 portant création de la commission de sécurité et de la commission d'accessibilité,  
Vu la visite périodique sur site du centre hospitalier - centre de rééducation fonctionnelle en date du 02 octobre 2023 par la commission de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP de l'arrondissement d'Amiens,  
Vu le code du travail,  
Vu l'instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP,  
Vu l'arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie,  
Vu l'arrêté du 23 juin 1978 relatif aux chaufferie de plus de 70KW,  
Vu Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 établissement de soins,  
Vu Type U- Arrêté du 23 mai 1989 – Etablissement de soins  
Vu l'avis favorable en séance qui s'est tenue en date du 17 octobre 2023 de ladite commission,

### ARRETE

**Article 1<sup>er</sup>:** l'établissement dénommé centre hospitalier - Centre de rééducation Fonctionnelle type principal U – catégorie 4<sup>ème</sup> - sis au **33 rue Gambetta à Corbie** est autorisée à ouvrir au public

**Article 2:** l'effectif public **193 personnes**, effectif hébergé **38 personnes**, dont **34 membres du personnel** pour un effectif total de **227 personnes**.

**Article 3:** l'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire, mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**Article 4 :** en application de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut être contesté par voie de recours gracieux auprès de M. le Maire ou par voie de recours contentieux devant le Tribunal Administratif d'Amiens qui peut être saisi par le biais du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

**Article 5 :** l'exploitant de l'établissement, Mme la Directrice Générale des Services de la ville de Corbie, M. le Commandant de la brigade de Gendarmerie de Corbie sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

**Article 6 :** le présent arrêté sera notifié à l'exploitant. Ampliation sera transmise à Mme la Préfète de la Somme et à M. le Commandant de la brigade de gendarmerie de Corbie.

Fait à Corbie, le 09 janvier 2024

Pour extrait conforme,

Le Maire



Ludovic GABREL





## **RAPPORT DE VISITE DE SECURITE INCENDIE ET PANIQUE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC**

commission de sécurité arrondissement d'Amiens

Application de l'article 49 du décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié  
relatif à la Commission Consultative Départementale de Sécurité et d'Accessibilité

**Date de la visite :** 2 octobre 2023

**Commune :** CORBIE

**Dénomination :** 559 CENTRE HOSPITALIER - CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE

**Adresse :** 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

**Nature et/ou objet de la visite :**

Type : Groupe de visite

Nature : Périodique

### **Liste des textes applicables :**

Décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié

Arrêté du 25 juin 1980 modifié

(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation

Code du travail

Instruction technique n° 246 relative au désenfumage dans les ERP

Arrêté du Règlement Départemental de la Défense Extérieure Contre l'Incendie

Arrêté du 23 juin 1978 relatif aux chaufferies de plus de 70 kW

Type U - Arrêté du 10 décembre 2004 - Établissements de soins

Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins

### **Classement :**

Genre : Établissement

Type principal : U « Établissements de santé publics ou privés dispensant des soins de psychiatrie, de suite ou de réadaptation, des soins de longue durée, à des personnes n'ayant pas leur autonomie de vie dont l'état nécessite une surveillance médicale constante »

**Catégorie :** 4<sup>ème</sup>

Effectif public : 193

Dont effectif hébergé : 38

Effectif personnel : 34

**Effectif total :** 227

559

Procès-Verbal de la commission de sécurité arrondissement d'Amiens contre les  
risques de panique et d'incendie dans les établissements recevant du public

Séance du 17 octobre 2023

Nom ou raison sociale :

559 – CENTRE HOSPITALIER CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE

4ème catégorie - U

Adresse : 33 RUE GAMBETTA 80800 CORBIE

Nature du dossier : Groupe de visite - Périodique

\*\*\*\*\*

## Avis Favorable

Rapport joint en annexe

Conformément aux dispositions des articles R 143-1 à R 143-47 du Code de la Construction et de l'Habitation, je vous serais obligé de bien vouloir notifier au pétitionnaire ce présent avis et de lui demander de lever sans délai les observations édictées. Il est rappelé que lors d'une visite, la commission de sécurité procède à un examen ponctuel de l'établissement et des installations techniques concourant à la sécurité contre l'incendie. Cette visite n'a pas un caractère exhaustif.

Conformément aux dispositions de l'article R 143-34 du code de la construction et de l'habitation, les constructeurs, installateurs et exploitants sont tenus, chacun en ce qui le concerne, de s'assurer que les installations ou équipements sont établis, maintenus et entretenus en conformité avec les dispositions du présent titre.

A cet effet, ils font respectivement procéder pendant la construction et périodiquement en cours d'exploitation aux vérifications nécessaires par les organismes ou personnes agréés dans les conditions fixées par arrêté du ministre de l'intérieur.

Le contrôle exercé par l'administration ou par les commissions de sécurité ne les dégage pas des responsabilités qui leur incombent personnellement.

*Le président,*

Visé par  
Lea MOURET-FORTUNY  
RIO : 1449047  
Le 30 oct. 2023 15:46:32 GMT

serialNumber=S262411832  
CN=MINISTRE DE L'INTERIEUR -  
signature\_cachet\_d2a05\_mi  
OU=0002 11001401600015  
organizationIdentifier=NTRFR-11001401600015  
O=MINISTRE DE L'INTERIEUR  
C=FR  
2023-10-30 16:46:32

## Historique :

Juin 2003 :avis favorable au projet de création d'un établissement de soins spécialisé en rééducation fonctionnelle (PC n°08021203H0017)

09/02/2006 :avis favorable à la VR

07/01/2022 : avis favorable au projet de création du service MPRP (Médecine Physique et de Réadaptation Pédiatrique) par l'extension et la réhabilitation partielle du bâtiment (PCM 08021220O0005M01)

07/01/2022 :avis favorable à la VR (PC n° 08021220O0005, PCM 08021220O0005M01)

## Descriptif :

Le centre hospitalier de Corbie est un site qui comprend :

- le bâtiment MAISON DE RETRAITE classé en type U de 4<sup>ème</sup> catégorie
- le bâtiment ARC EN CIEL V120 classé en type U de 4<sup>ème</sup> catégorie
- le bâtiment CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE classé en type U de 4<sup>ème</sup> catégorie
- le bâtiment MEDECINE classé en type U de 4<sup>ème</sup> catégorie
- le bâtiment READAPTATION CARDIAQUE classé en type U de 5<sup>ème</sup> catégorie
- le bâtiment SDO ASMIS classé en type W de 5<sup>ème</sup> catégorie

Ces bâtiments (à l'exception du bâtiment SDO ASMIS) sont dotés d'installations fixes de gaz médicaux. Le chauffage du site est assuré au moyen du réseau de chauffage urbain. Les chaufferies gaz existantes installées dans les différents bâtiments sont conservées en cas de secours. Deux poteaux d'incendie privés sont implantés sur le site.

### Descriptif du bâtiment CENTRE DE REEDUCATION FONCTIONNELLE :

Il s'agit d'un bâtiment R+1 sur rez-de-chaussée recevant le service MPRP (Médecine Physique et de Réadaptation Pédiatrique) et le CRF (Centre de Rééducation Fonctionnelle). L'ensemble est constitué notamment :

Au rez-de-chaussée (consultations) :

- des bureaux
- local linge propre / linge sale
- des réserves
- 1 salle d'examen
- 1 salle de préparation
- 1 salle d'attente
- des locaux sociaux
- 1 service de radiologie comprenant des bureaux et deux salles contenant des sources radioactives
- 1 local traitement de l'air
- 1 chaufferie au gaz (P > 70 kW)
- 1 local groupe électrogène
- 1 local climatisation
- 1 local technique balnéothérapie (traitement des eaux au moyen de chlore liquide)
- 1 local de stockage pour le chlore liquide

Service MPRP :

- 8 chambres (8 lits)
- 1 chambre de surveillance des nourrissons
- 1 salle d'hospitalisation de jour (4 places)
- 1 salle des soins
- 1 salle hôpital de jour
- 1 office salle à manger comprenant des appareils de remise en température électriques dont la puissance cumulée est inférieure à 20 kW
- 1 salle de classe
- 4 salles d'activités (kiné, psychomotricité, orthophonie et ergothérapie)
- 1 salle A.P.A.

Au R+1 (CRF parties hébergement et plateau technique) :

- 30 chambres individuelles
- 2 locaux linge propre
- 2 locaux linge sale
- 1 tisanerie
- 1 salle de soins
- des bureaux
- 1 cuisine thérapeutique
- 1 salle ergothérapie
- des locaux entretien rééducation
- 1 office (sans appareil de cuisson)
- 1 laverie
- 1 salle à manger pour le personnel
- 1 local archives
- 1 salle de kinésithérapie avec 8 box
- 1 espace balnéothérapie avec des vestiaires

L'étage est desservi par 3 escaliers (encloués ou à l'air libre) et 3 ascenseurs.

L'établissement communique avec la clinique PAUCHET par l'intermédiaire de deux passerelles désenfumées avec fermeture des portes asservie au système de sécurité incendie.

L'établissement est doté d'un équipement d'alarme de type 1 associé à un SSI de catégorie A, avec report à chaque niveau (les circulations sont désenfumées).

### Observation(s) :

Essais réalisés :

ouverture porte automatique entrée depuis commande manuelle : satisfaisant

DAI circulation R+1 (en l'absence de la source électrique principale, sous alarme restreinte) : partiellement satisfaisant (ouverture porte escalier, voir prescriptions suite au contrôle triennal du SSI)

### Document(s) consulté(s) dans le dossier :

X	Registre de sécurité	exploitant	
X	Portes automatiques : Relevé de vérification des portes automatiques en façade (CO 48)	APAVE	16/06/2023
X	Portes automatiques : Contrat d'entretien des portes automatiques en façade (CO 48)	PORTIS	
X	Désenfumage mécanique : Tous les ans par un technicien compétent (DF 10)	INEO	13/06/2023
X	Désenfumage mécanique : Organisme agréé 3 ans SSI A et B	APAVE	26/09/2023
X	Chauffage : Relevé de vérification du chauffage-ventilation (CH 58)	VIRIA	06/09/2023
X	Ramonage : Attestation de ramonage ou visite des conduits (CH 57)	VIRIA	06/09/2023
X	Gaz : Relevé de vérification du gaz (GZ 30) (GZ 29)	APAVE	22/09/2023
X	Électricité : Relevé ou RVRE des installations électriques et/ou des paratonnerres ou protection contre la foudre (EL 19)	APAVE	07/07/2023



X Installations extérieures de protection contre la foudre : Tous les ans par un technicien compétent (EL 19)	APAVE	13/09/2023
X Éclairage : Tous les ans par un technicien compétent (EC 15)	APAVE	07/07/2023
X Ascenseurs Monte-charges : Tous les ans (AS 11)	APAVE	01/02/2023
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : Relevé de vérification du SSI ou d'équipement d'alarme, détection, portes, clapets coupe-feu (MS 73)	INEO	13/06/2023
X Système de sécurité Incendie Alarme Détection : RVRE triennal du SSI A ou B (MS 73)	APAVE	26/09/2023
X Extincteurs : Relevé de vérification des extincteurs (MS 38)	DESAUTEL	27/10/2022
X Formation Exercice : Formation des personnels à l'utilisation des moyens de secours	TC D'HEILLY	07/04/2023
X Gaz médicaux : Relevé de vérification des fluides médicaux (U 64 / J 33)	AIR LIQUIDE	14/08/2023

Le(s) document(s) ci-dessus transmis le a (ont) été analysé(s) et fait (font) l'objet de la (les) prescription(s) déclinée(s) ci-dessous.

### Prescription(s) :

#### Légende :

La (les) prescription(s) suivie(s) de la mention « **DEFAVORABLE** »  motive(nt) l'avis défavorable.

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à la visite ainsi que l'analyse de risque(s), il est proposé la (les) prescription(s) essentielle(s) suivante(s) :

### Rappel(s) Réglementaire(s) :

- |  |   |   |
|--|---|---|
| Arrêté du 25 juin 1980<br>modifié - GE 8, Arrêté du<br>25 juin 1980 modifié -<br>GE 9                          | 1 | Faire contrôler les installations techniques tous les ans par des techniciens compétents ou par des organismes agréés.  |
| (ERP) Code de la<br>Construction et de<br>l'Habitation - R 143-22,<br>Arrêté du 25 juin 1980<br>modifié - GE 2 | 2 | Soumettre au maire pour avis de la commission de sécurité tout projet de création, aménagement ou modification de l'établissement.                            |
| Arrêté du 25 juin 1980<br>modifié - MS 73  | 3 | Faire réaliser le contrôle annuel et triennal du système de sécurité incendie de catégorie A ou B, incluant le désenfumage mécanique, par un organisme agréé. |
| Arrêté du 25 juin 1980<br>modifié - AS 8, arrêté du<br>25 juin 1980 - AS 9                                     | 4 | Faire contrôler l'(les) ascenseur(s), monte(s) charge(s), fonctionnement compris, par un organisme agréé tous les 5 ans (vérification quinquennale).          |

(ERP) Code de la  
Construction et de  
l'Habitation - R 157-2

- 5 Equiper l'établissement d'un Défibrillateur Automatisé Externe (DAE) (décret n° 2018-1186 du 19 décembre 2018).  
Commentaire : le défibrillateur automatisé externe doit être installé dans un emplacement visible du public et en permanence facile d'accès. Toute personne, même non médecin, est habilitée à utiliser un D.A.E. pour porter secours à une personne en situation d'arrêt cardiaque. Le propriétaire du défibrillateur veille à la mise en oeuvre de la maintenance du défibrillateur et de ses accessoires et des contrôles de qualité prévus pour les dispositifs médicaux qu'il exploite.

### Prescription(s) liée(s) à l'amélioration du niveau de sécurité :

(ERP) Code de la  
Construction et de  
l'Habitation - R 143-41

- 1 Mettre en place une signalétique relative aux affectations des différents locaux techniques et de rangement de manière à faciliter le repérage de l'intervention des services de secours.

Arrêté du 25 juin 1980  
modifié - MS 53

- 2 Disposer un plan des différentes zones de détection, de compartimentage et de désenfumage à proximité du SSI.

Arrêté du 22 juin 1990 -  
Dispositions applicables  
aux établissements de la  
cinquième catégorie -  
EL 11

- 3 Interdire l'usage des fiches multiples.  
Le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour limiter l'emploi de socles mobiles. Les prises de courant doivent être disposées de manière que les canalisations mobiles aient une longueur aussi réduite que possible et ne soient pas susceptibles de faire obstacle à la circulation des personnes.

(ERP) Code de la  
Construction et de  
l'Habitation - R 143-10

- 4 Faire lever par un technicien compétent les observations mentionnées dans le rapport établi par l'organisme agréé APAVE suite au contrôle annuel des installations électriques.

(ERP) Code de la  
Construction et de  
l'Habitation - R 143-11

- 5 Faire lever par un technicien compétent les observations mentionnées dans le rapport établi par l'organisme agréé APAVE suite au contrôle triennal du SSI, notamment l'observation concernant l'ouverture de la porte palière de l'escalier lors de la mise en surpression de celui-ci.

(ERP) Code de la  
Construction et de  
l'Habitation - R 143-10

- 6 Faire lever par un technicien compétent les observations mentionnées dans le rapport établi par l'organisme agréé APAVE suite au contrôle annuel des ascenseurs.

Arrêté du 25 juin 1980  
modifié - CO 44

- 7 Installer un sélecteur de porte sur les blocs-portes résistant au feu et possédant deux vantaux équipés de ferme-portes afin d'assurer leur fermeture complète.

Arrêté du 25 juin 1980  
modifié - AM 16

- 8 Fixer au sol ou supprimer les claustras installés dans le dégagement au R+1.

Arrêté du 25 juin 1980  
modifié - CO 45

- 9 S'assurer du déverrouillage des issues de secours en présence du public ou installer des boutons moletés en remplacement des serrures à clefs, notamment dans le hall balnéo.

Arrêté du 25 juin 1980  
modifié - CO 45

- 10 Placer le rideau d'intimité au sein du service MPRP dans un dispositif interdisant son utilisation par malveillance.

Arrêté du 25 juin 1980  
modifié - CH 5 - Arrêté du  
23/06/1978

- 11 Equiper la chaufferie au gaz, d'un extincteur à poudre polyvalente de classe minimum 5 A - 34 B par brûleur, accompagné d'un panneau précisant "Ne pas utiliser sur flamme gaz".



(ERP) Code de la Construction et de l'Habitation - R 143-41	12 Stocker le chlore liquide dans les conditions définies par le fabricant et s'assurer des compatibilités éventuelles de stockage avec d'autres produits.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - EL 18	13 Mettre en place un registre d'entretien du groupe électrogène, assurer un entretien régulier et des essais de l'installation sous la périodicité minimale suivante : - tous les quinze jours, vérification du niveau d'huile, d'eau et de combustible, du dispositif de réchauffage du moteur et de l'état de la source utilisée pour le démarrage (batterie ou air comprimée). - tous les mois, en plus des vérifications ci-dessus, essai de démarrage automatique avec une charge minimale de 50% de la puissance de groupe et fonctionnement avec cette charge pendant une durée minimale de trente minutes. Les interventions ci-dessus et leurs résultats doivent être consignés dans le registre d'entretien qui doit être tenu à la disposition de la commission de sécurité.
Type U - arrêté du 10 décembre 2004 - U 41	14 Compléter le schéma d'organisation de la sécurité en cas d'incendie. Il doit plus particulièrement, préciser les obligations définies à l'article U 47 ainsi que l'action du service de sécurité incendie prévu à l'article U 43, lors du déclenchement de l'alarme et de la confirmation d'un sinistre. Ce document est préparé par le chef de service de sécurité incendie, prévu à l'article MS 46, § 2, ou soumis à son avis lorsque son existence est imposée par les dispositions du présent chapitre. Il doit être tenu à jour.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - DF 1	15 Interdire toute présence de mobilier devant les amenées d'air afin d'assurer un désenfumage efficace des circulations horizontales.
Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins – U 59	16 Signaler les vannes de sectionnement des fluides médicaux.
Arrêté du 25 juin 1980 modifié - CO 28	17 Interdire le maintien en position ouverte des portes coupe-feu par tout dispositif (cale de bois, butées de portes, béquilles, désolidarisation du ferme porte, etc.).
Type U - Arrêté du 23 mai 1989 - Établissements de soins - U 47	18 Réaliser des exercices d'évacuation simulée périodiquement afin de maintenir le niveau de connaissance du personnel conformément à l'article U 41.

**En relation avec l'objet du rapport, il est proposé l'avis ci dessous :**

**Avis Favorable**

